



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Juillet 2022



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Juillet 2022

SOMMAIRE

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	6
1.1. Activité économique dans le monde	6
1.2. Actions des banques centrales	7
1.3. Marchés des matières premières	8
1.4. Marchés financiers mondiaux	11
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	14
2.1. Production de biens et services	14
2.2. Inflation	17
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	18
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	18
3.2. Taux d'intérêt débiteurs	19
3.3. Liquidité bancaire	19
3.4. Monnaie	21
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	22
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	22
4.2. Marché des titres de la dette publique	24
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	25
5.1. Croissance	25
5.2. Monnaie	26
5.3. Inflation	26
ANNEXES STATISTIQUES	28

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE¹

1. Évolution récente

L'activité économique mondiale continue d'être affaiblie par les incertitudes liées à la guerre en Ukraine, le resserrement de la politique monétaire des banques centrales pour contenir les pressions inflationnistes et les tensions sur les chaînes d'approvisionnement. L'amélioration de la situation sanitaire en Chine, avec la levée des restrictions, a exercé un effet modérateur.

Aux **États-Unis**, les signes de ralentissement de l'activité économique se sont maintenus, avec la croissance la plus lente de la production des usines depuis juillet 2020. Les nouvelles commandes ont baissé, en raison des pressions inflationnistes, de la perte de confiance des clients dans les perspectives et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Dans ce contexte, l'indice des directeurs d'achat (PMI) du secteur manufacturier est ressorti à 52,7 points en juin 2022, après une réalisation de 57,0 points pour le mois de mai 2022. Dans la **zone euro**, l'activité économique a ralenti en juin 2022 par rapport au mois précédent, en raison de la dégradation de la demande. L'affaiblissement de la demande interne s'explique par la hausse continue des prix qui a découragé les clients à passer leurs commandes. L'indice PMI manufacturier résumant l'essentiel de l'activité du secteur privé est passé de 54,8 points en mai à 52,1 points en juin 2022. L'économie **britannique** a, de son côté, connu un net ralentissement de sa croissance, en lien avec la baisse de la demande étrangère. Les retombées du Brexit, les perturbations des transports, la guerre d'Ukraine et le ralentissement économique mondial expliquent la faible performance à l'exportation du Royaume-Uni. L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier a, par conséquent, baissé, en passant de 54,6 points le mois précédent à 52,8 points en juin 2022. Au **Japon**, la croissance de l'activité industrielle a ralenti, en raison des perturbations de l'offre. L'indice PMI manufacturier est ressorti à 52,7 points en juin 2022, après une réalisation de 53,3 points un mois plus tôt.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité économique a connu des évolutions divergentes. En **Chine**, l'activité industrielle a accéléré, en lien avec la levée des restrictions sanitaires et la baisse des cas de Covid-19, ainsi qu'une série de mesures de soutien à l'économie. L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier s'est établi à 51,7 points, contre 48,1 points en mai 2022. En **Inde**, l'activité économique a connu un ralentissement de son rythme de progression, avec un indice PMI manufacturier ressortant à 53,9 points en juin 2022 après 54,6 points le mois précédent. En **Russie**, l'activité s'est légèrement améliorée par rapport au mois précédent. Elle est stimulée par un accroissement de la demande intérieure. L'indicateur PMI manufacturier est ressorti à 50,9 points contre 50,8 points un mois plus tôt. Le rythme d'augmentation de l'économie **brésilienne** a également ralenti, avec un indice PMI passant de 54,2 points en mai 2022 à 54,1 points en juin 2022.

En **Afrique du Sud**, l'activité industrielle a connu une progression, à un rythme moins rapide en juin 2022, en lien avec la poursuite des problèmes de chaîne d'approvisionnement et des coupures d'électricité. En effet, l'indice PMI est passé de 54,8 points en mai 2022 à 52,2 points le mois suivant. Au **Nigeria**, l'activité économique continue sur son trend baissier, avec l'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier ressortant à 50,9 points contre 53,9 points en mai 2022. Au **Ghana**, l'indice PMI composite, s'établissant à 48,5 points en juin contre 47,4 points en mai 2022, montre une amélioration de l'activité.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 21 juillet 2022

Les indicateurs de la conjoncture interne, sur la base des données disponibles à fin mai 2022, font ressortir un renforcement de l'activité économique dans les pays de l'UEMOA. En glissement annuel, la production industrielle a augmenté de 5,8% et le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est accru de 13,9%. En outre, les prestations des services marchands et financiers ont enregistré des hausses respectives de 12,1% et 12,8%, après des progressions de 8,3% et 12,8% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité, en raison notamment de la conduite de grands chantiers de construction d'infrastructures socioéconomiques dans certains pays de l'Union.

En revanche, le rythme haussier de l'inflation s'est maintenu dans les pays de l'Union pour ressortir, en glissement annuel, à 7,5% en juin 2022, contre une réalisation de 6,8% le mois précédent. Cette accélération du rythme de progression du niveau général des prix est essentiellement imputable au renchérissement des céréales dans la plupart des pays de l'Union, induit par la baisse de la production céréalière de l'Union au cours de la campagne 2021/2022, ainsi qu'à l'accentuation des difficultés d'approvisionnement des marchés. Elle est également en lien avec l'envolée des cours internationaux des denrées alimentaires importées par l'Union, exacerbées par le conflit russo-ukrainien.

Au titre de la situation monétaire et financière de l'UEMOA, la politique monétaire de la BCEAO est restée accommodante, depuis le déclenchement de la crise sanitaire, en dépit du léger relèvement des taux directeurs à compter du 16 juin 2022. Les conditions de financement dans les économies de l'UEMOA sont demeurées favorables. Le financement des plans de relance des Etats et de l'activité du secteur privé s'est traduit par une croissance soutenue des agrégats monétaires. Sur les guichets des appels d'offres de la Banque Centrale, les injections de liquidité se sont poursuivies au taux fixe de 2,25%. Le taux d'intérêt à une semaine du marché interbancaire est ressorti à 2,55% en juin 2022, en hausse de 22 points de base par rapport à son niveau d'un mois plus tôt. Quant aux taux débiteurs appliqués par les banques aux concours octroyés à leur clientèle, ils ont maintenu la tendance ascendante (6,35% en mai, après 6,31% un mois auparavant et 6,26% un an plutôt).

La masse monétaire a enregistré une progression de 13,1%, en glissement annuel, à fin mai 2022 contre 13,6% un mois plus tôt. La décélération de la masse monétaire est en lien avec le renforcement plus faible des créances intérieures (+19,7% en mai 2022 contre +20,8% en avril 2022) et la poursuite de la tendance baissière des actifs extérieurs nets. Les réserves officielles de change de la Banque Centrale assurent 5,2 mois d'importations de biens et services, contre 5,3 mois en mai 2022. Le taux de couverture de l'émission monétaire se situe à 77,8% contre 77,5% le mois précédent.

2. Perspectives

Selon les prévisions effectuées par la BCEAO, sur la base des informations disponibles, le PIB réel de l'UEMOA progresserait, en variation annuelle, de 5,2% et 5,6% aux troisième et quatrième trimestres 2022, respectivement. Les performances économiques seraient tirées par la bonne tenue des prestations des services et des activités de commerce.

En ce qui concerne le niveau des prix, sur la proche période, les informations disponibles font état d'un maintien du rythme de progression du taux d'inflation, en glissement annuel, à 7,4% en

juillet et 7,0% en août 2022. La hausse des prix serait en lien avec les répercussions attendues de la hausse des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires, ainsi que l'impact de la période de soudure dans les pays sahéliens. Les mesures prises par les États et les actions de la BCEAO pourraient imprimer une décélération des pressions inflationnistes.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

L'activité économique mondiale continue d'être affaiblie par les conséquences de la guerre en Ukraine, le resserrement de la politique monétaire pour contenir les pressions inflationnistes et les tensions sur les chaînes d'approvisionnement. L'amélioration de la situation sanitaire en Chine, avec la levée des restrictions, a exercé un effet modérateur.

Aux **États-Unis**, les signes de ralentissement de l'activité économique se sont maintenus, avec la croissance la plus lente de la production des usines depuis juillet 2020. Les nouvelles commandes ont baissé, en raison des pressions inflationnistes, de la perte de confiance des clients dans les perspectives et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Le rythme de croissance de l'activité du secteur privé s'est replié en juin 2022, avec l'indice PMI du secteur manufacturier ressortant à 52,7 points, après une réalisation de 57,0 points pour le mois de mai 2022. Dans la **zone euro**, l'activité économique a ralenti en juin 2022 par rapport au mois précédent, en raison de la dégradation de la demande. Cette situation s'explique par la hausse continue des prix, qui a découragé les clients à passer leurs commandes. L'indice PMI manufacturier résumant l'essentiel de l'activité du secteur privé a baissé, passant de 54,8 points en mai à 52,1 points en juin 2022. L'économie **britannique** a, de son côté, connu un net ralentissement de sa croissance, en lien avec la baisse de la demande étrangère. Les performances à l'exportation du Royaume-Uni ont été affectées par les retombées du Brexit, les perturbations des transports, la guerre d'Ukraine et le ralentissement économique mondial. L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier a, par conséquent, baissé passant de 54,6 points le mois précédent à 52,8 points en juin 2022. Au **Japon**, la croissance de l'activité industrielle a ralenti, en raison des perturbations de l'offre. L'indice PMI manufacturier est ressorti à 52,7 points en juin 2022, après une réalisation de 53,3 points un mois plus tôt.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité économique a connu des évolutions divergentes. En **Chine**, l'activité industrielle s'est accélérée, en lien avec la levée des restrictions sanitaires et la baisse des cas de Covid-19. Une série de mesures de soutien, dévoilées par le Conseil d'État à fin mai 2022, pour stabiliser la croissance, qui se met progressivement en place, a soutenu la progression de l'activité. L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier s'est établi à 51,7 points, contre 48,1 points en mai 2022. En **Inde**, l'activité économique a ralenti, avec un indice PMI manufacturier ressortant à 53,9 points en juin 2022 après 54,6 points le mois précédent. En **Russie**, l'activité s'est légèrement améliorée par rapport au mois précédent. Elle est stimulée par un accroissement de la demande intérieure. L'indicateur PMI manufacturier est ressorti à 50,9 points contre 50,8 points un mois plus tôt. L'économie **brésilienne** a ralenti, avec un indice PMI passant de 54,2 points en mai 2022 à 54,1 points en juin 2022.

En **Afrique du Sud**, l'activité industrielle a connu une progression, à un rythme moins rapide en juin 2022, en lien avec la poursuite des problèmes de chaîne d'approvisionnement et des coupures de courant. En effet, l'indice PMI est passé de 54,8 points en mai 2022 à 52,2 points le mois suivant. Au **Nigeria**, le rythme de progression de l'activité économique s'est affaibli. L'indice des directeurs d'achat est ressorti à 50,9 points en juin 2022 contre 53,9 points en mai 2022. Au **Ghana**, l'indice PMI composite, passant de 47,4 points en mai 2022 à 48,5 points en juin 2022, montre une amélioration de l'activité mais postule une contraction de l'activité.

1.2. Actions des banques centrales

Malgré le risque de récession qui plane sur les économies, les banques centrales, à travers le monde, continuent de resserrer leur politique monétaire pour faire face à la hausse persistante de l'inflation.

La Banque centrale européenne (BCE) a, le 21 juillet 2022, décidé d'augmenter son taux directeur de 50 points de base pour la première fois en plus de dix ans pour le porter à 0,50%. Cette décision a pour objectif de faire baisser l'inflation, qui a atteint 8,6% en juin 2022 sur un an et devrait encore monter dans les prochains mois. Par ailleurs, la BCE a réaffirmé son attachement à l'objectif de 2% d'inflation à moyen terme. Pour y parvenir, elle compte poursuivre la politique monétaire plus restrictive en automne.

La Banque du Canada (BdC) a, le 13 juillet 2022, relevé son taux directeur de 100 points de base, la plus forte augmentation depuis août 1998, pour le porter à 2,50%. Cette décision vise à lutter contre une inflation plus élevée et persistante, ainsi qu'un risque accru d'ancrage de la hausse des prix. En effet, la BdC prévoit désormais une inflation autour de 8% au cours des prochains mois. L'Institution s'attend à ce que l'économie canadienne progresse de 3,5% en 2022, de 1,8% en 2023 et de 2,5% en 2024. L'activité ralentira à mesure que la croissance mondiale s'essouffera et que le resserrement de la politique monétaire fera sentir ses effets dans l'économie. Ces facteurs, conjugués à la résolution des perturbations de l'approvisionnement, rétabliront l'équilibre entre l'offre et la demande et atténueront les pressions inflationnistes.

En Australie, la Banque centrale (RBA) a, le 5 juillet 2022, relevé son principal taux directeur de 50 points de base pour le porter à 1,35%. Cette action vise à contrer l'inflation qui a atteint 5,1% au premier trimestre 2022, son plus haut niveau depuis 20 ans. Le Conseil d'administration de la RBA prévoit de prendre de nouvelles mesures dans le processus de normalisation des conditions monétaires en Australie au cours des prochains mois. L'ampleur et le calendrier des futures hausses de taux d'intérêt seront guidés par les dernières statistiques et l'évaluation par le Conseil des perspectives d'inflation et du marché du travail.

La Réserve fédérale américaine (FED) a exprimé, en juin 2022, son inquiétude sur la possibilité qu'une inflation vertigineuse puisse s'enraciner. A cet effet, elle a réitéré sa volonté de continuer à relever les taux d'intérêt pour atténuer les pressions sur les prix. Pour la FED, les pressions inflationnistes n'ont pas montré de signes de ralentissement, ce qui signifie que la hausse des prix pourrait être plus persistante que prévu. Les prix à la consommation ont augmenté de 9,1% en juin 2022 sur un an, soit le niveau le plus élevé depuis plus de quatre décennies. Pour rappel, la FED a, le 15 juin 2022, relevé son taux directeur de 75 pbs pour l'établir entre 1,50% et 1,75%.

Dans les pays émergents, la Banque populaire de Chine a, le 20 juillet 2022, maintenu inchangé son taux préférentiel des prêts (LPR) à 3,70%. Les décideurs adoptent une approche prudente face aux signes de reprise économique, à la pression inflationniste intérieure croissante et aux hausses agressives des taux mondiaux. En Turquie, la Banque centrale a, le 23 juin 2022, maintenu pour le sixième mois consécutif son principal taux directeur à 14,00%, malgré une inflation qui s'est accélérée à près de 75% sur un an. La Banque a indiqué que le processus de désinflation débutera avec le rétablissement d'un environnement de paix dans le monde et la disparition des effets de base de l'inflation.

En Afrique, le Comité de politique monétaire de la Banque centrale du Nigéria a, le 19 juillet 2022, décidé de relever son principal taux directeur de 100 points de base, de 13,00% à 14,00%. Cette décision vise à contenir la persistance de l'inflation globale qui est ressortie à 18,6% en juin 2022 contre 17,7% un mois auparavant. En outre, la Banque centrale a exprimé sa volonté de rétablir la stabilité des prix tout en apportant le soutien nécessaire pour renforcer la fragile reprise. Au Maroc, le Conseil de Bank Al-Maghrib (BAM) a, le 21 juin 2022, décidé de maintenir l'orientation accommodante de la politique monétaire, en gardant son taux directeur inchangé à 1,50% pour soutenir l'activité économique. Cette décision est justifiée par la nature des pressions inflationnistes, essentiellement d'origine externe, et le retour prévu de l'inflation à des niveaux modérés en 2023.

Dans la région Afrique centrale, la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) a, le 14 juillet 2022, compte tenu des perspectives macroéconomiques à court et moyen termes, décidé de maintenir inchangé son taux directeur à 4,00%. Cette décision fait suite à la révision à la hausse des prévisions de croissance à 3,5% en 2022 contre un taux de 3,1% attendu auparavant. Le Comité de politique monétaire de la BEAC anticipe néanmoins des tensions inflationnistes, avec une hausse des prix attendue à 3,8% en 2022, au-dessus du seuil de 3,0% prévu par les critères de surveillance multilatérale de la CEMAC.

Tableau 1 : synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2021 (en pnb)	Variation du taux directeur en 2022 (en pnb)	Taux directeur en juillet 2022 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en juin 2022 (%)
Pays avancés					
États-Unis	0	150	{1,50 - 1,75}	2,0	9,1
Zone euro	0	50	{0,50 - 0,75 }	2,0	8,6
Royaume-Uni	15	100	1,25	2,0	9,1
Pays émergents					
Chine	5	-10	3,70	3,0	2,5
Russie	425	-1050/+1150	9,25	4,0	15,9
Inde	0	90	4,90	5,7	7,0
Brésil	725	400	13,25	{3,75+/-1,5}	11,9
Afrique du sud	25	75	4,25	{3,0 - 6,0}	7,4
Pays en développement					
Nigeria	0	150	11,50	{6,0 - 9,0}	18,6
Ghana	-100/+100	450	17,00	{8,0+/-2,0}	29,8
CEMAC *	25	50	4,00	3,0	3,8

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2022

1.3. Marchés des matières premières

Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union se sont repliés, sous l'effet des inquiétudes touchant la demande mondiale, malgré la réouverture de l'économie chinoise après les mesures de zéro-Covid-19. De même, les cours des produits alimentaires importés se sont inscrits en baisse, impactés par les perspectives d'un accroissement des approvisionnements.

Les prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA enregistrent pour le troisième mois consécutif une baisse, en variation mensuelle, de 1,6% en juin 2022, en lien avec les incertitudes touchant la demande mondiale. Cette baisse prolongée depuis avril 2022 fait suite à un mois de mars caractérisé par des hausses vertigineuses des cours à cause des effets

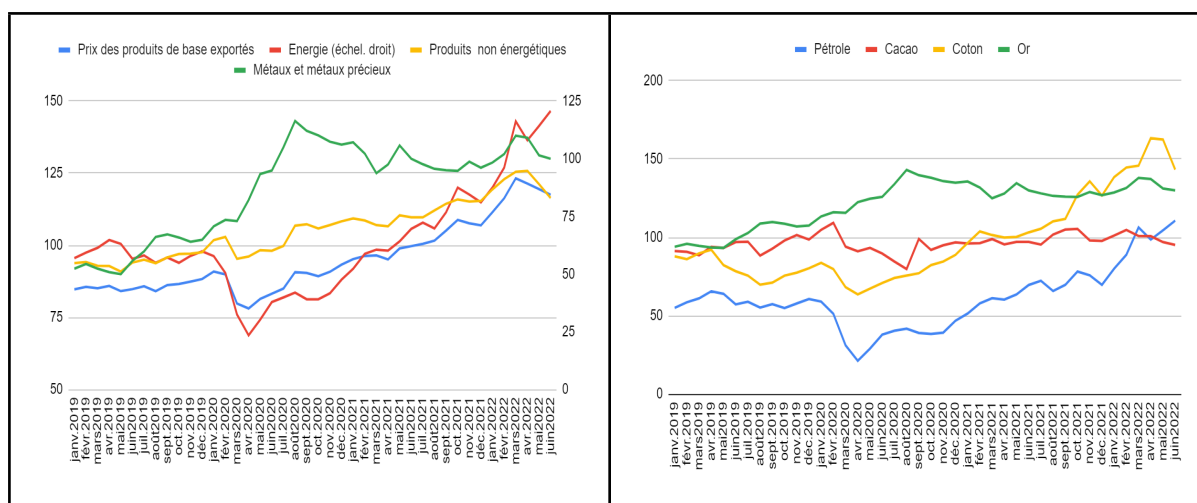
de la guerre en Ukraine. Les baisses des prix concernent les produits non énergétiques (-3,9% en juin contre -3,7% en mai 2022). Le repli des cours des produits alimentaires touche notamment **l'huile de palmiste** (-14,6%), le **coton** (-11,8%), **l'huile de palme** (-7,5%), la **noix de cajou** (-5,9%) et le **cacao** (-1,9%). Les matières minérales comme **l'uranium** (-29,6%), le **zinc** (-3,2%) et **l'or** (-0,9%) ont connu un repli de leur cours par rapport au mois précédent. En revanche, les cours du **caoutchouc** (+1,2%) et du **café** (+0,4%) se sont renforcés. En ce qui concerne les produits énergétiques, ils ont, après une progression de 5,8% au mois de mai 2022, connu une hausse de 5,7% en juin 2022 (pétrole : +5,9% et gaz : +4,9%). Cette situation traduit les effets inflationnistes de la guerre russo-ukrainienne, notamment sur les prix de l'énergie.

Les prix des **huiles de palme** et de **palmiste** se sont repliés, en raison de l'augmentation de l'offre mondiale et de la faiblesse de la demande. La hausse des quotas d'exportation de l'Indonésie, premier producteur d'huile de palme, qui permet désormais aux producteurs d'huile de palme d'exporter sept fois la quantité vendue sur le marché intérieur, contre cinq fois auparavant, afin de réduire les stocks nationaux élevés, ainsi que la réduction du taux maximal de la taxe à l'exportation pour stimuler les expéditions ont renforcé la tendance. Les cours du **coton** ont régressé dans un contexte de craintes de faiblesse de la demande liée au ralentissement mondial, causé par le resserrement monétaire (réduction de la demande mondiale de 450.000 balles). La hausse des estimations de production à 121,2 millions de balles lors de la prochaine saison de récolte par le Département américain de l'agriculture dans son rapport de juin 2022 a accentué le repli des prix. Les conditions météorologiques favorables en Côte d'Ivoire et au Ghana, les deux plus grands producteurs de **cacao** au monde, qui devraient stimuler les rendements, et les signes de faiblesse de la demande ont impacté négativement les cours de ce produit. La hausse des stocks sous licence ICE (Intercontinental Exchange) dans les entrepôts par rapport à la saison dernière a renforcé la baisse des cours.

Les craintes d'un ralentissement économique marqué ont pesé sur les perspectives de la demande d'**uranium** et ont fait baisser les prix de ce produit. Les cours du **zinc** sont impactés par une production excédentaire dans un contexte de crainte de récession défavorable à la demande en métaux industriels.

En revanche, les cours du pétrole ont été tirés à la hausse dans un contexte de resserrement des stocks de brut aux États-Unis et de sanctions portant sur le pétrole russe. La proposition des américains lors du dernier sommet du G7 de mettre en place un système de plafond sur le prix du pétrole russe, qui provoquerait un déficit, a renforcé la hausse des prix. La réouverture de l'économie chinoise après les récents confinements a accentué la tendance. Les perspectives d'un besoin croissant de refroidissement alors que le temps se réchauffe aux États-Unis et la demande toujours robuste de l'Europe, alors que les flux de gaz via le gazoduc Nord Stream 1 sont en baisse du fait des travaux saisonniers de maintenance, ont fait grimper les prix du **gaz**.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



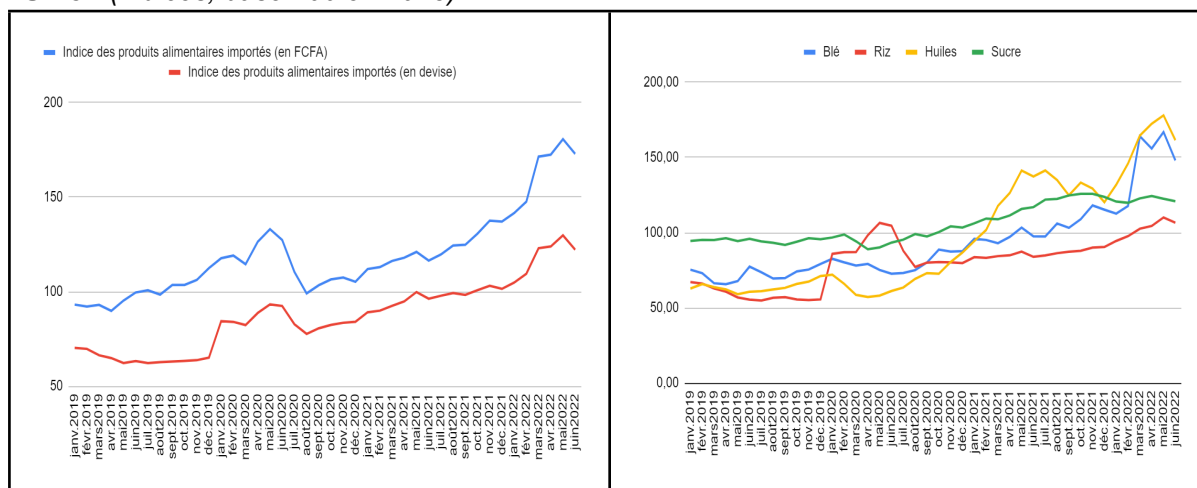
Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à juin 2021, les prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 17,8%, après une réalisation de 20,9% le mois précédent. La hausse des cours concerne les produits énergétiques (+73,4%), comme le gaz naturel (+157,7%) et le pétrole (+61,5%), ainsi que les produits non énergétiques (+6,2%), dont des produits alimentaires (+0,8%) : les huiles végétales (+24,9%) et le café (+28,3%), d'autres matières premières agricoles (+32,4%) : le **coton** (+38,9%) et le **caoutchouc** (+18,4%) et les engrais (+148,8%). Les métaux et minéraux (-12,1%), dont l'**uranium** (-14,8%) se sont, quant à eux, repliés.

Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA ont baissé de 5,9% en juin 2022, après une progression 4,7% un mois auparavant. Les prix ont été impactés par la réduction de la demande, induite par les craintes d'une récession au niveau mondial. Les baisses concernent tous les produits, dont le **blé** (-11,3%), l'**huile de soja** (-9,3%), le **riz** (-3,2%) et le **sucre** (-1,3%).

Les prix du **blé** se sont repliés, en raison d'une récolte plus abondante. En effet, les données sur les semis aux États-Unis ont indiqué une augmentation de la superficie céréalière et des niveaux de stocks plus élevés que prévu, les fermes nord-américaines étant en avance sur le calendrier de leur saison de récolte. Les prix de l'**huile de soja** ont reculé, sous l'effet d'une atonie de la demande, due à la hausse des coûts observée sur la période récente, et d'une offre abondante. Les prix du **riz** se sont affaiblis, dans un contexte de ralentissement de la demande, en raison des inquiétudes concernant une éventuelle récession et des signes d'approvisionnement abondant. En effet, l'Inde, le plus grand exportateur de riz au monde, a déclaré qu'elle n'avait pas l'intention de restreindre les exportations, car les stocks restent abondants et les récoltes sont bonnes en 2022. La forte baisse de la valeur du real brésilien face au dollar américain, incitant les brésiliens à vendre leur **sucre** sur le marché mondial, devenu plus compétitif, a contribué à augmenter l'offre et accentuer la baisse des prix.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2021, les prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 26,9% en juin 2022, après un accroissement de 30,1% le mois précédent. Cette tendance haussière a été imprimée par le renchérissement du blé (+51,8%), du riz (+27,0%), de l'huile de soja (+17,6%) et du sucre (+9,1%). Exprimés en franc CFA, les prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA se sont accrus de 48,7%, tirés par les accroissements des prix du blé (+73,1%), du riz (+44,8%), des huiles (+39,6%) et du sucre (+24,4%).

1.4. Marchés financiers mondiaux

Les marchés financiers mondiaux ont connu des évolutions négatives en juin 2022. Les investisseurs ont été, à la fois, influencés par les menaces pesant sur les perspectives économiques mondiales et le resserrement des politiques monétaires par la plupart des grandes banques centrales dans le but de contenir les pressions inflationnistes.

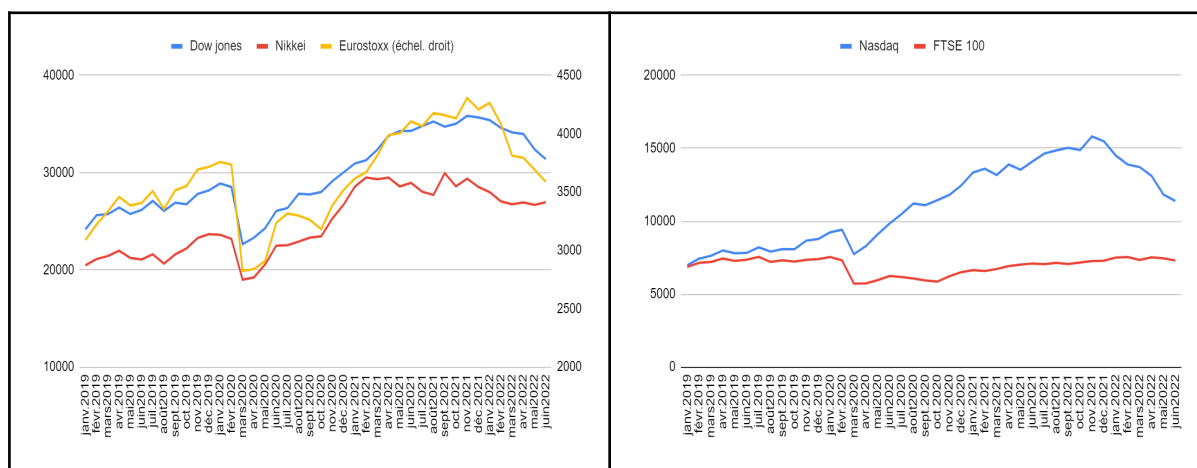
1.4.1. Les places boursières

Sur la première moitié du mois de juillet 2022, les principaux indices boursiers se sont détériorés par rapport à leur valeur moyenne du mois précédent, en raison des menaces pesant sur les perspectives économiques mondiales. En Afrique, tous les indices se sont inscrits en baisse (MASI du Maroc : -4,7%, FTSE/JSE de l'Afrique du sud : -1,9%, NSE du Nigeria : -1,6% et GSE du Ghana : -0,1%). Au niveau international, la dynamique a été également baissière. En effet, aux États-Unis, les indices DOW JONES et NASDAQ se sont contractés respectivement de 1,0% et 0,4% par rapport à leur niveau du mois de juin 2022. Dans la zone euro, les indices EUROSTOXX 50 et CAC 40 de la France se sont repliés, respectivement de 3,8% et de 2,8%. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a enregistré une baisse de 2,0% par rapport au mois précédent. De même, au Japon, l'indice NIKKEI 225 s'est détérioré de 2,0% en juillet 2022.

En juin 2022, les principaux indices boursiers se sont détériorés par rapport au mois précédent. En effet, en Afrique, à l'exception de l'indice NSE (+0,6%), tous les autres indices se sont inscrits en baisse (MASI : -3,4%, GSE : -3,0% et FTSE de l'Afrique du sud : -1,7%). Au niveau international, la dynamique a été globalement baissière. Aux États-Unis, les indices NASDAQ et DOW JONES se sont contractés respectivement de 3,7% et 3,1% par rapport à leur niveau du

mois de mai 2022. Dans la zone euro, les indices CAC 40 de la France et EUROSTOXX 50 se sont repliés, respectivement de 3,2% et de 2,8%. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a enregistré une baisse de 2,0% par rapport au mois précédent. En revanche, au Japon, l'indice NIKKEI 225 s'est renforcé de 1,1% en juin 2022.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

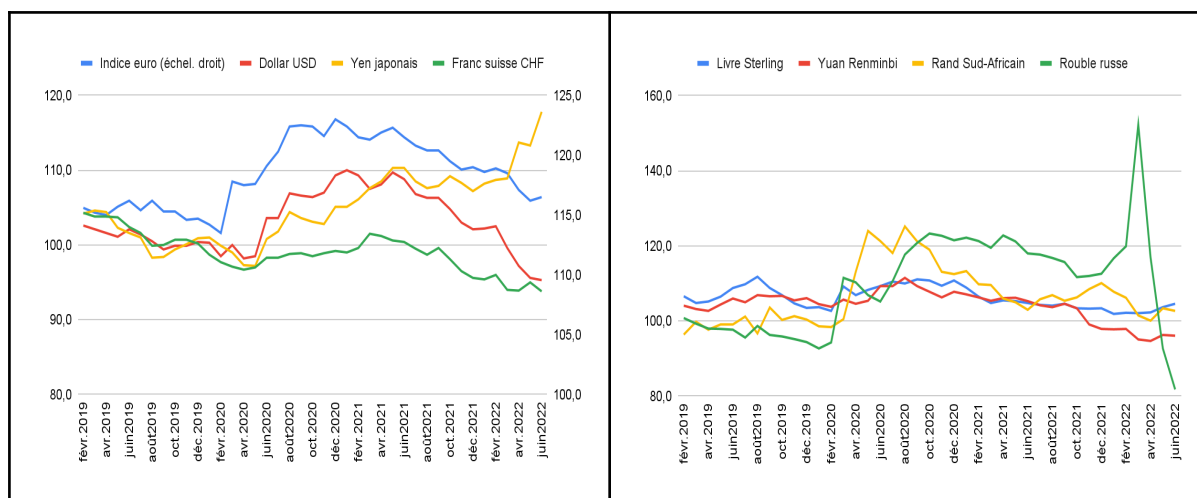
1.4.2. Les taux de change

A la date du 21 juillet 2022, l'indice du taux de change de l'euro s'est replié de 1,6% comparativement à son niveau moyen du mois de juin 2022. L'affaiblissement de l'euro est en lien notamment avec l'écart d'orientation de politique monétaire entre la BCE et la FED, les craintes d'une récession économique en Europe, dans un contexte de forte inflation et d'incertitude croissante quant à la continuité des approvisionnements en gaz russe. La monnaie des pays de la zone euro s'est dépréciée de 3,8% vis-à-vis du dollar américain, de 3,3% face au franc suisse, de 2,4% à l'égard du dollar canadien, de 2,0% par rapport au yen japonais et de 0,7% vis-à-vis de la livre sterling et du dollar australien. L'euro s'est aussi déprécié à l'égard des monnaies des pays émergents sur la même période (yuan chinois : -3,5%, la livre turque : -2,5% et la roupie indienne : -2,2%).

En juin 2022, sur la base de l'indice calculé par la BCE, la monnaie européenne s'est appréciée de 0,3%, après un repli de 1,1% le mois précédent. La devise de la zone euro s'est renforcée vis-à-vis du yen japonais (+3,9%), de la livre sterling (+0,9%) et du dollar australien (+0,4%). En revanche, elle s'est affaiblie à l'égard du franc suisse (-1,2%), du dollar canadien (-0,4%) et du dollar américain (-0,2%). L'euro s'est aussi apprécié à l'égard des monnaies des pays émergents (livre turque : +8,7%, roupie indienne : +0,8% et baht thaïlandais : +1,5%). Toutefois, la monnaie européenne s'est dépréciée par rapport au rouble russe (-11,8%), au rand sud africain (-0,6%) et au yuan chinois (-0,2%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

(Indices, base 100 en 2016)

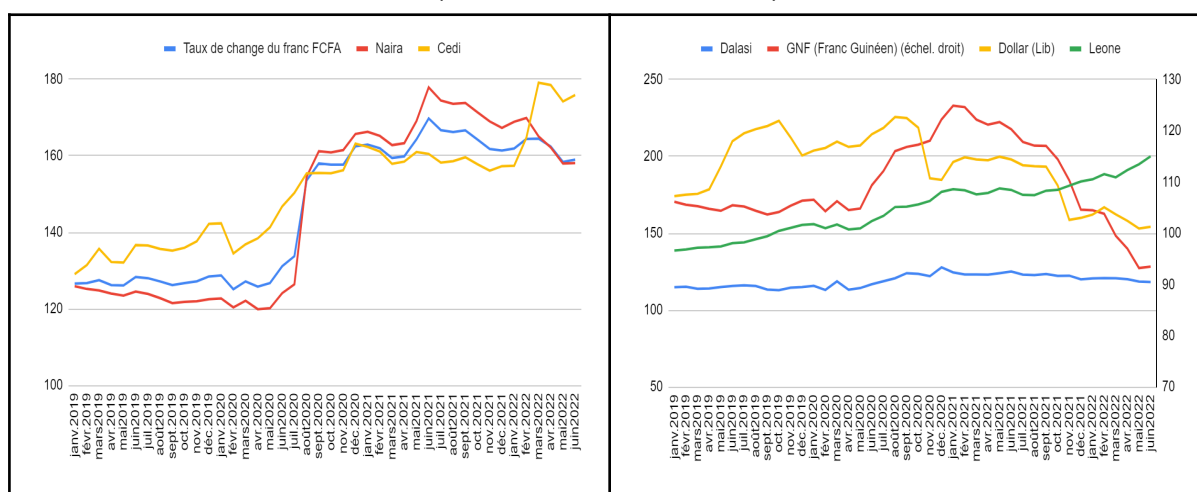


Sources : BCE, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA enregistre, sur la première moitié du mois de juillet 2022, une régression de 3,2% comparé à sa valeur de la fin du mois précédent. Le franc CFA a perdu de la valeur face au naira nigérian (-3,6%), au franc guinéen (-3,6%), à la leone sierra léonaise (-3,4%), au dollar libérien (-3,0%), au cedi ghanéen (-2,2%) et au dalasi gambien (-1,5%). En juin 2022, le taux de change de la monnaie des pays de l'UEMOA s'est apprécié de 0,4% par rapport aux monnaies des autres pays, après sa dépréciation de 2,5% en mai 2022. A l'exception du dalasi gambien (-0,2%), le franc CFA s'est renforcé vis-à-vis de toutes les autres monnaies de la sous-région (leone sierra léonaise : +2,6%, cedi ghanéen : +1,0%, dollar libérien : +0,7%, franc guinéen : +0,2% et naira nigérian : +0,1%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest

(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est déprécié de 6,3% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. Il enregistre une baisse de 22,3% et de 22,1% respectivement par rapport au franc guinéen et au dollar libérien, de 11,1% à l'égard du naira nigérian et de 5,5% vis-à-vis du dalasi gambien. En revanche, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est appréciée de 12,3% et de 9,6% respectivement par rapport à la leone sierra léonaise et au cedi ghanéen.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production de biens et services

Les indicateurs de la conjoncture interne, à fin mai 2022, font ressortir un renforcement de l'activité économique. En glissement annuel, la production industrielle a augmenté de 5,8% et le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est accru de 13,9%. En outre, les prestations des services marchands et financiers ont enregistré des hausses respectives de 12,1% et 12,8%, après des progressions de 8,3% et 12,8% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité, en raison notamment de la conduite de grands chantiers de construction d'infrastructures socioéconomiques dans certains pays de l'Union.

2.1.1. Production industrielle

La production industrielle, en glissement annuel, a augmenté de 5,8%, après une réalisation de +3,4% en avril 2022. L'activité industrielle est essentiellement tirée par le renforcement de l'industrie manufacturière (+6,1 points de pourcentage de contribution contre +4,9 points le mois précédent), en particulier les articles d'habillement (+2,1 points), les produits alimentaires et boissons (+1,8 point) et les ouvrages en métaux (+0,6 point). La production d'eau et d'électricité (+0,6 point de pourcentage contre +0,3 point le mois précédent) a renforcé la tendance.

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	avril	mai	avril	mai (*)	avril	mai (*)
Production des activités extractives	-1,7	-0,5	-0,4	0,5	-1,9	-0,9
Minerais métalliques	-0,9	0,4	1,3	-0,2	0,7	0,1
Industries manufacturières	-2,0	-4,9	3,8	-3,9	4,9	6,1
Articles d'habillement	1,1	-0,8	4,7	-3,2	4,2	1,8
Produits chimiques	-1,1	-1,9	-0,8	-1,8	0,2	0,3
Autres produits minéraux non métalliques	0,0	-0,3	1,0	-0,2	-0,1	0,1
Electricité, eau et gaz	0,1	-0,1	0,7	0,2	0,3	0,6
Indice Général	-3,6	-5,5	4,2	-3,2	3,4	5,8

Source : BCEAO, (*) données provisoires

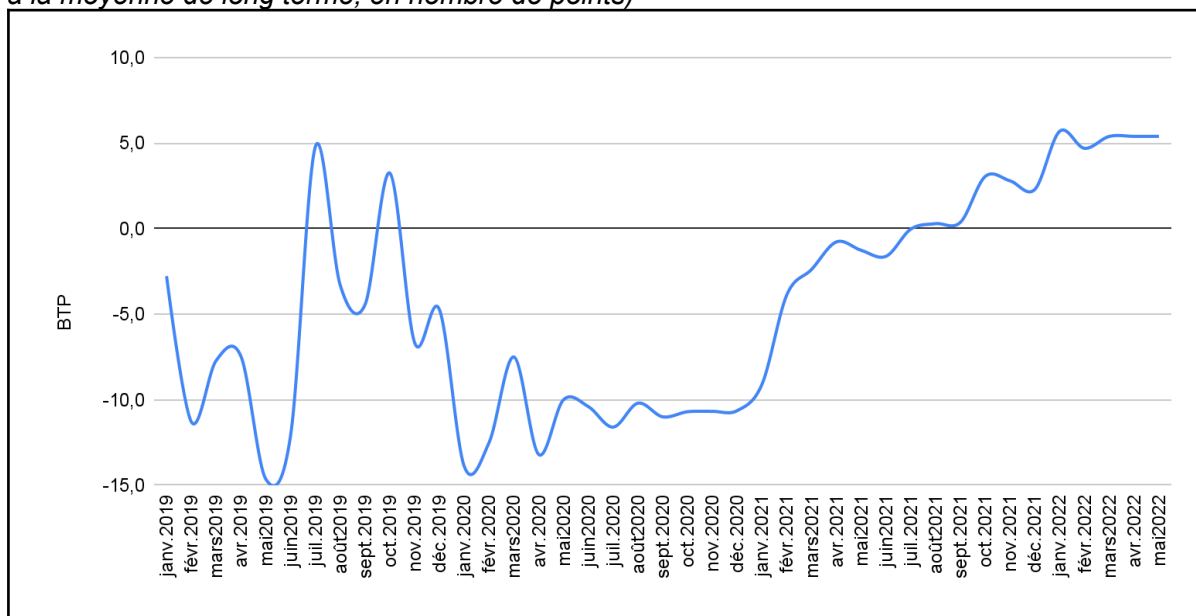
En outre, en variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a enregistré un recul de 3,2% en mai 2022, après un accroissement de 4,2% le mois précédent. L'orientation défavorable des activités industrielles est imputable à la baisse des activités des industries manufacturières (-3,9 points de pourcentage de contribution). Le renforcement des activités extractives (+0,5 point de pourcentage de contribution) et de la production d'eau et d'électricité (+0,2 point) a atténué la baisse. De façon générale, les entreprises industrielles des pays de l'Union ont commencé à ressentir les effets de la hausse des coûts de production (+14,2% sur les quatre premiers mois de 2022 en Côte d'Ivoire et +24,4% sur les cinq premiers mois au Sénégal).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données du mois de mai 2022 de l'enquête auprès des chefs d'entreprise font état d'une amélioration de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). L'écart de

l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +5,4 points comme au mois précédent. Par pays, une amélioration de l'activité des BTP a été relevée au Sénégal (+18,9 points), en Côte d'Ivoire (+7,7 points), au Bénin (+7,3 points) et en Guinée-Bissau (+5,2 points). En revanche, un repli de l'activité a été observé au Burkina (-4,0 points), au Togo (-3,9 points), au Mali (-3,1 points) et au Niger (-1,9 point).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA (écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

Le rythme de progression du chiffre d'affaires du commerce de détail, en glissement annuel, reste élevé, s'établissant à 13,9% en mai 2022, après une hausse de 8,7% le mois précédent. La hausse de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des produits pétroliers (+10,8 points de pourcentage de contribution), des produits automobiles, motocycles et pièces détachées (+2,0 point de pourcentage de contribution), des produits de logement (+0,7 point), ainsi que des produits de l'alimentation (+0,2 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO (contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	mai	mai	avril	mai (*)	avril	mai (*)
Produits de l'alimentation	-2,1	-0,7	-1,1	0,0	-0,6	0,2
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-2,9	-0,4	-0,6	-0,6	0,2	-0,1
Equipement de la personne	0,1	0,9	0,1	-0,1	0,6	-0,5
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,1	0,9	0,1	-0,1	0,6	-0,5
Equipement de logement	-1,3	-0,2	0,1	0,0	0,4	0,7
Automobiles, motocycles et pièces détachées	-0,3	-0,5	0,1	0,8	0,5	2,0
dont véhicules automobiles neufs	0,0	-0,2	0,4	1,1	0,5	1,9
Produits pétroliers	-1,2	-1,7	0,6	1,3	7,4	10,8
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	-0,9	-0,1	-0,7	0,2	-0,3	0,0
dont produits pharmaceutiques et médicaux	-0,9	-0,2	-0,8	0,3	-0,4	0,0
Produits divers	0,6	-0,3	0,3	-0,3	0,7	0,8
INDICE GLOBAL	-5,0	-2,7	-0,7	1,9	8,7	13,9

Source : BCEAO (*) données provisoires

Le chiffre d'affaires du commerce de détail a connu une amélioration, en variation mensuelle, avec une hausse de 1,9% au cours du mois de mai 2022, après un repli de 0,7% un mois plus tôt. L'augmentation de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des ventes de produits pétroliers (+1,3 point), des produits automobiles, motocycles et pièces détachées (+0,8 point) et des produits pharmaceutiques et cosmétiques (+0,2 point de pourcentage de contribution).

2.1.4. Services marchands

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont connu une progression de 12,1% en mai 2022 contre 8,3% un mois plus tôt. L'accroissement du chiffre d'affaires des services marchands non financiers est observé dans tous les pays de l'UEMOA. Les hausses les plus importantes ont concerné la Côte d'Ivoire (+19,6%), le Bénin (+16,8%) et le Togo (+14,9%).

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	avril	mai	avril	mai (*)	avril	mai (*)
Bénin	-1,2	-0,7	1,6	-0,9	17,0	16,8
Burkina	-3,1	5,5	-2,9	8,0	2,1	4,4
Côte d'Ivoire	-2,8	-6,8	0,0	0,9	10,5	19,6
Guinée-Bissau	0,2	0,8	0,2	0,1	6,1	5,4
Mali	0,3	0,3	0,6	0,0	7,7	7,4
Niger	1,0	2,8	-2,3	2,8	4,8	4,9
Senegal	4,4	-0,5	-3,3	1,3	3,8	5,6
Togo	-1,7	-0,4	-4,1	-1,1	15,6	14,9
INDICE GLOBAL	-0,8	-2,0	-1,2	1,6	8,3	12,1

Source : BCEAO (*) données provisoires

S'agissant des services financiers, leur accroissement est observé dans tous les pays de l'UEMOA sur un rythme annuel. Les hausses les plus importantes ont concerné le Sénégal

(+18,3%), la Côte d'Ivoire (+14,7%), le Togo (+11,2%), le Bénin (+9,6%), le Niger (+8,2%), le Mali (+7,8%), la Guinée-Bissau (+7,4%) et le Burkina (+6,6%).

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers ont progressé de 1,6% en mai 2022, après un repli de 1,2% un mois plus tôt. S'agissant des services financiers, ils ont poursuivi leur dynamique haussière entre avril et mai 2022 pour ressortir à 2,3% après un accroissement de 1,7% le mois précédent.

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	avril	mai	avril	mai (*)	avril	mai (*)
Bénin	1,3	3,8	1,3	2,0	11,5	9,6
Burkina	-3,6	4,8	-4,0	2,9	8,5	6,6
Côte d'Ivoire	1,8	3,5	1,3	3,5	14,8	14,7
Guinée-Bissau	3,3	18,2	6,4	9,0	16,4	7,4
Mali	12,3	-3,5	6,9	1,7	2,3	7,8
Niger	0,0	12,6	-0,7	8,4	12,5	8,2
Senegal	-0,7	-0,7	3,6	-0,6	18,2	18,3
Togo	0,7	2,7	-0,6	2,0	12,1	11,2
INDICE GLOBAL	1,7	2,3	1,7	2,3	12,8	12,8

Source : BCEAO (*) données provisoires

2.2. Inflation

Le rythme de progression de l'inflation s'est maintenu dans les pays de l'Union, en liaison notamment avec la hausse des prix des composantes "Produits alimentaires" et ceux des composantes "Logement" et "Transport".

Le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 7,5% en juin 2022, après une hausse de 6,8% le mois précédent. La hausse du niveau général des prix est essentiellement imputable à la composante «Produits alimentaires» qui a contribué à 5,7 points à l'inflation totale et, dans une moindre mesure, aux fonctions «Logement» et «Transport», qui ont contribué chacune à 0,5 point.

Le niveau élevé des prix de la composante «Alimentation» s'explique notamment par le déficit de l'offre locale de céréales, les difficultés d'approvisionnement des marchés en lien avec la persistance de l'insécurité, dans un contexte de forte accélération des cours mondiaux (+48,6%), et les tensions sur le marché international. En particulier, la progression des prix a atteint 23% pour les céréales, suivie des huiles (+16%), du pain (+9%) et du sucre (+7%).

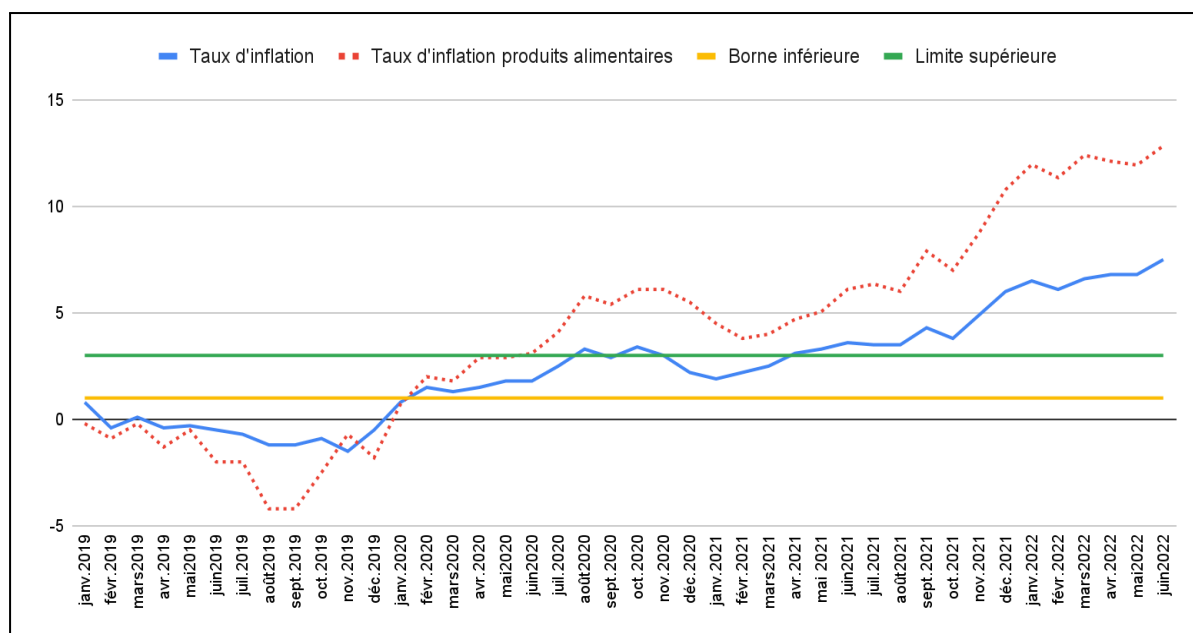
S'agissant de la fonction « Logement », les tensions enregistrées sont liées à la hausse des prix du pétrole lampant et des combustibles solides, notamment le bois et le charbon de bois. Le renchérissement du pétrole lampant est noté au Bénin (+35,4%), au Burkina (+18,8%), au Mali (+21,7%) et au Togo (+18,9%), en lien avec la hausse des cours mondiaux du pétrole. En ce qui concerne le bois et le charbon de bois, les tensions sont relevées au Burkina, en Guinée-Bissau, au Sénégal et au Togo.

Au niveau de la composante «Transport», la hausse des prix est imputable aux services de transports terrestres et aériens, consécutive au relèvement des prix à la pompe des carburants dans certains pays de l'Union. En effet, à fin juin 2022, la hausse des prix à la pompe de

l'essence sur un an atteint 23,8% au Togo, 22,3% au Mali, 19,5% en Côte d'Ivoire, 18,8% au Bénin, 16,3% au Burkina, 15,6% en Guinée-Bissau et 14,8% au Sénégal.

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix les plus volatils, est ressorti à 4,7% en juin 2022, après une réalisation de 4,5% en mai et avril 2022. Cette évolution est en lien avec la hausse des prix de certaines denrées alimentaires, notamment les huiles (+16,0%), les légumes secs (+17,2%), les farines (+20,4%) et la viande (+5,1%). Au total, les tensions sur les prix de ces denrées alimentaires expliquent 62,2% de la hausse de l'inflation sous-jacente. Quant aux produits non alimentaires inclus dans l'inflation sous-jacente, les tensions concernent notamment les services de transport et de restauration.

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

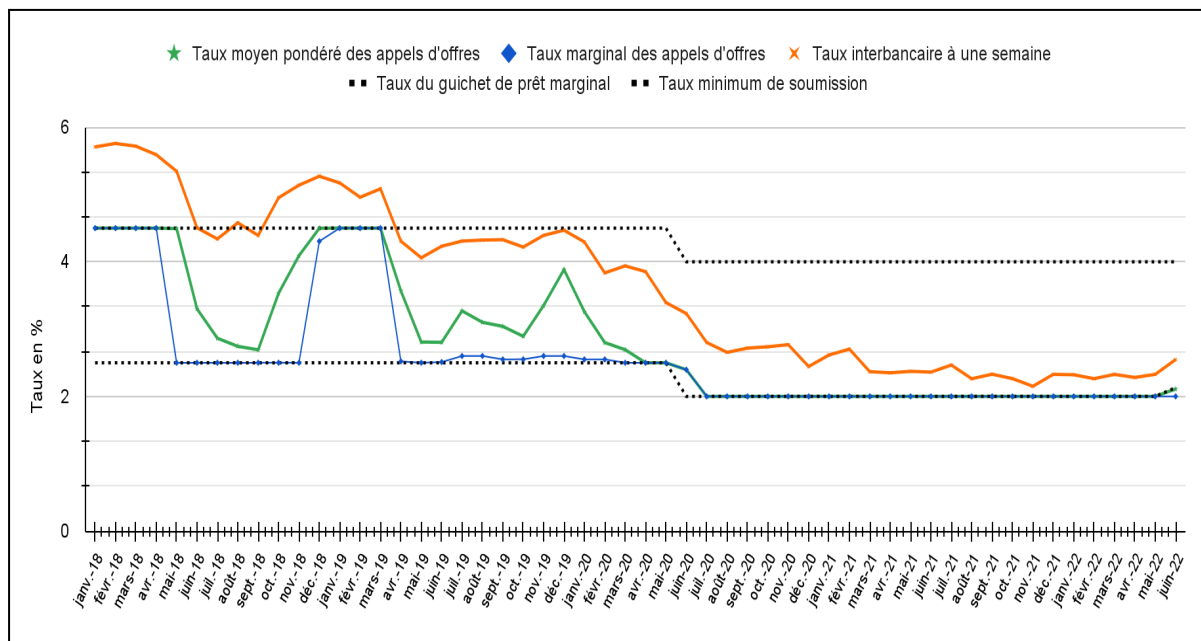
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

La politique monétaire de la BCEAO est restée accommodante, depuis le déclenchement de la crise sanitaire, en dépit du relèvement des taux directeurs intervenu le 16 juin 2022. Les conditions de financement dans les économies de l'UOEA sont demeurées favorables. Le financement des plans de relance des États et de l'activité du secteur privé s'est traduit par une croissance soutenue des agrégats monétaires.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

Au cours du mois de juin 2022, les conditions sur le marché monétaire sont restées globalement favorables, malgré l'entrée en vigueur le 16 juin 2022 de la décision de relèvement de 25 points de base des taux directeurs prise par le Comité de politique monétaire lors de sa session du 1^{er} juin 2022. Ainsi, les demandes de refinancement des banques de l'Union ont été servies au taux minimum de 2,25% durant la deuxième moitié du mois de juin 2022. Pour rappel, le principal taux directeur de la Banque Centrale avait été fixé à 2,00% par le Comité de Politique Monétaire, depuis le 24 juin 2020. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine est ressorti à 2,55% en juin 2022, en hausse de 22 points de base par rapport à son niveau du mois précédent. En juin 2021, ce taux se situait à 2,36%.

Graphique 8 : Évolution mensuelle des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt débiteurs

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de mai 2022 ont connu une hausse de 4 pdb par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen est ressorti à 6,35%, contre 6,31% un mois auparavant et 6,26% un an plutôt. Le coût du crédit bancaire a augmenté en Guinée-Bissau (10,04% contre 9,68%), au Niger (8,60% contre 8,38%), au Sénégal (5,62% contre 5,44%), au Mali (7,36% contre 7,33%) et en Côte d'Ivoire (5,86% contre 5,85%). En revanche, des baisses sont notées au Bénin (6,59% contre 7,28%), au Burkina (6,91% contre 7,30%) et au Togo (7,11% contre 7,24%).

Les taux d'intérêt créditeurs des dépôts à terme se sont améliorés de 14 pdb d'un mois à l'autre pour s'établir à 5,13%, contre 4,99% un mois plus tôt et 5,28% une année auparavant. Par pays, un accroissement de la rémunération des dépôts est noté au Sénégal (5,39% contre 4,32%), en Guinée-Bissau (4,32% contre 3,80%), au Niger (6,10% contre 5,86%) et au Mali (5,22% contre 5,01%). Par contre, une baisse de la rémunération des dépôts est relevée en Côte d'Ivoire (4,34% contre 5,03%), au Togo (5,50% contre 5,91%), au Bénin (5,20% contre 5,42%) et au Burkina (5,56% contre 5,66%).

3.3. Liquidité bancaire

Au mois de juin 2022, la liquidité propre des banques a connu une détérioration de 620,7 milliards de francs CFA. Cette baisse est consécutive aux soldes négatifs de l'ensemble des facteurs autonomes de la liquidité. En effet, le solde de leurs opérations avec les Trésors et les autres facteurs nets sont ressortis à -357,7 milliards. Le solde des transferts nets avec l'Extérieur (-121,2 milliards) et le solde des versements nets de billets (-141,8 milliards) ont accentué la dégradation de la position structurelle de la liquidité des banques.

Tableau 6 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques (montants en milliards de FCFA)

Variation des facteurs autonomes (en milliards)	juin-21 / mai-21	mai-22 / avr-22	juin-22 / mai-22
Circulation fiduciaire (1)	154,6	62,2	141,8
Transferts nets des banques (2)	-180,5	49,6	-121,2
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	569,7	142,0	-357,7
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) - (1)	234,6	129,3	-620,7
Réserves obligatoires (5)	9,7	5,1	17,8
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) - (4)	-224,9	-124,2	638,6
Refinancements (7)	135,0	-32,5	249,8
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	369,6	96,8	-370,9

Source : BCEAO

Durant le mois de juin 2022, les banques de l'UEMOA ont accru leur recours au refinancement de la Banque Centrale (+249,8 milliards). Au total, la liquidité bancaire s'est soldée par une baisse de 370,9 milliards.

Tableau 7 : Répartition des refinancements suivant les guichets²

Valeurs en milliards	Encours			Variation	
	juin 21	mai 22	juin 22	mai-22 / avr-22	juin-22 / mai-22
Guichet hebdomadaire	3 551,1	4 336,5	4 383,3	-131,7	46,8
Guichet mensuel	1 612,4	1 625,4	1 770,5	25,9	145,1
Guichet de prêt marginal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guichet de relance	132,5	321,0	377,1	73,4	56,1
Guichet de Soutien et de Résilience	0,0	129,1	130,9	0,0	1,8
Refinancement total de la Banque Centrale	5 296,0	6 412,0	6 661,8	-32,5	249,8

Source : BCEAO

L'analyse de la constitution de réserves obligatoires au cours de la période allant du 16 mai au 15 juin 2022 fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport au niveau des réserves requises. Les réserves excédentaires des banques sont ressorties à 2.092,2 milliards, soit 203,2% des réserves requises, contre 2.207,6 milliards ou 216,9% à la précédente période.

Tableau 8 : Niveau des réserves excédentaires selon la présence au refinancement (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	En % des réserves requises
Bénin	54,5	49,0	111,2	13,9	14,6	95,3	68,4	107,6
Burkina	120,8	106,6	113,3	38,2	16,8	228	159,0	128,9
Côte d'Ivoire	428,1	263,5	162,5	513,8	144,3	356	941,9	231
Guinée-Bissau	1,1	4,0	28,5	1,2	1,8	67,4	2,3	40,3
Mali	56,1	124,9	44,9	0,0	0,0	0,0	56,1	44,9
Niger	54,8	35,3	155,2	11,0	6,3	174,8	65,8	158,2
Sénégal	178,9	122,3	146,4	548,3	84,9	646	727,2	351,1
Togo	35,3	28,9	122	36,3	26,7	135,7	71,5	128,6
UMOA	929,7	734,5	126,6	1 162,6	295,3	393,7	2 092,2	203,2

Source : BCEAO, RO : Réserves Obligatoires.

² Les données des encours ne concernent que les banques

3.4. Monnaie

La masse monétaire a progressé, en rythme annuel, de 13,1% en mai 2022, contre 13,6% un mois plus tôt. Cette évolution s'est traduite par un accroissement de 10,3% de la circulation fiduciaire et une consolidation des dépôts de 14,0%.

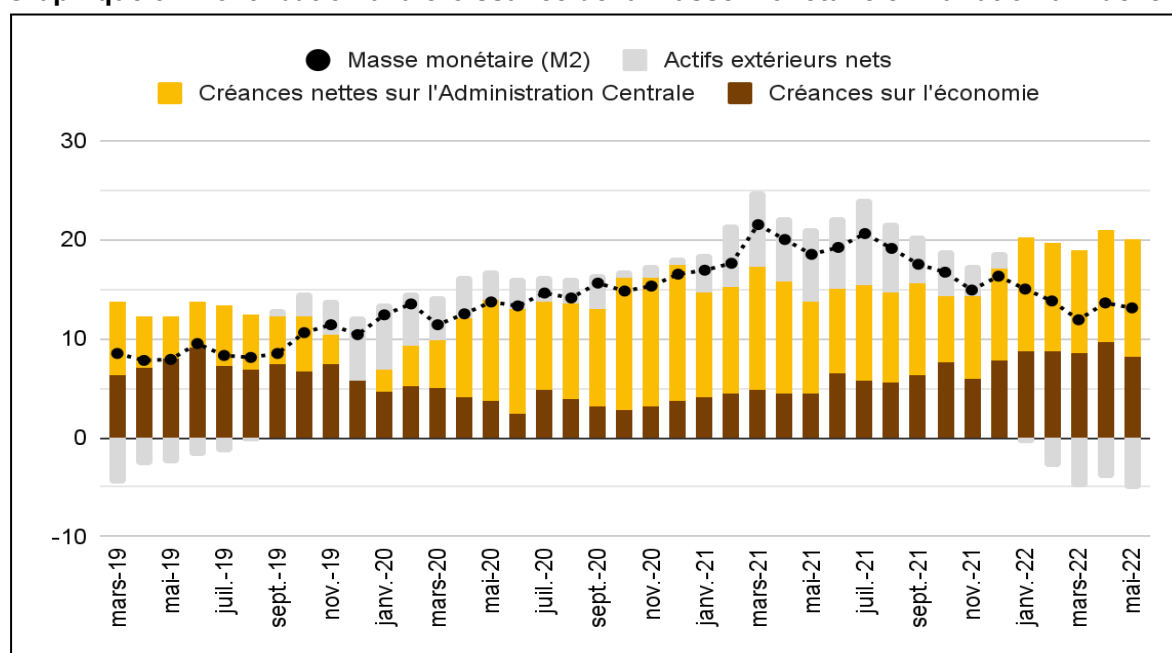
Tableau 9 : Situation monétaire à fin mai 2022 (montants en milliards de FCFA, sauf indications contraires)

	avr.-21	mai-21	avr.-22	mai-22	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	37 524,8	37 984,6	42 618,1	42 974,1	1,3	0,8	13,6	13,1
Circulation fiduciaire	8 890,6	8 860,9	10 035,2	9 775,6	4,3	-2,6	12,9	10,3
Dépôts	28 634,1	29 123,7	32 582,9	33 198,4	0,4	1,9	13,8	14,0
Actifs extérieurs nets	8 777,6	8 693,9	7 291,2	6 707,9	2,9	-8,0	-16,9	-22,8
Créances intérieures	37 826,7	38 374,5	45 701,2	45 944,7	1,7	0,5	20,8	19,7
Créances nettes sur APUC	13 123,5	13 468,9	17 391,2	17 934,8	2,1	3,1	32,5	33,2
Créances sur l'économie	24 703,2	24 905,6	28 310,0	28 009,9	1,5	-1,1	14,6	12,5

Source : BCEAO

La progression de la masse monétaire (+4.989,5 milliards ou +13,1%) résulte essentiellement de la hausse des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes de 7.570,2 milliards ou +19,7%, atténuée par la dégradation des actifs extérieurs nets (AEN) de 1.986,1 milliards ou 22,8%.

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.4.1. Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets se sont contractés de 1.986,1 milliards ou 22,8% à fin mai 2022, reflétant la baisse des AEN de la Banque Centrale (-1.852,9 milliards) et de ceux des autres institutions de dépôt (-133,2 milliards). En effet, l'allocation de DTS effectuée par le FMI en août 2021 a accru les engagements extérieurs de l'Union dans un contexte où les

sorties nettes de ressources vers l'extérieur effectuées par les agents économiques de l'Union ont été importantes (1.948,8 milliards sur la période de juin 2021 à mai 2022).

Les réserves de change de la Banque Centrale ont baissé, sur un an, de 267,4 milliards pour ressortir à 13.422,0 milliards à fin juin 2022. Ce niveau de réserves assure aux économies de l'Union 5,2 mois d'importations de biens et services contre 5,3 mois plus tôt. Il correspond à un taux de couverture de l'émission monétaire de 77,8% contre 77,5% le mois précédent.

3.4.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en glissement annuel, de 19,7% pour s'établir à 45.944,7 milliards en mai 2022, en liaison avec la hausse des créances nettes sur les administrations publiques centrales (APUC) et des concours à l'économie.

La hausse du financement des déficits des États sur le marché régional de la dette, en lien avec les besoins induits par la crise de la Covid-19 et l'exécution de plans de relance, a contribué à accroître les créances nettes des institutions de dépôt sur les administrations publiques centrales. Le rythme de progression de ces créances nettes sur les APUC est demeuré soutenu, ressortant à 33,2% en mai 2022 contre 32,5% le mois précédent. En particulier, les concours des banques aux États sous forme d'acquisition de titres publics se sont accrus, en glissement annuel, de 2.565,3 milliards ou 18,0%, contre 22,4% un mois plus tôt.

Le taux de croissance des créances sur l'économie a enregistré une baisse pour ressortir à 12,5% contre 14,6% un mois plus tôt. Toutefois, les crédits accordés aux ménages et aux Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) se sont accrus de 11,6%, après 11,1% le mois précédent. L'encours des crédits accordés aux entreprises privées a enregistré une hausse de 14,6%, après l'accroissement de 18,8% observé un mois plus tôt. Le rythme de progression annuel du financement de l'économie par les banques sous forme d'acquisition de titres de dettes a reculé en s'établissant à 0,3% en mai 2022 contre 10,9% en avril 2022.

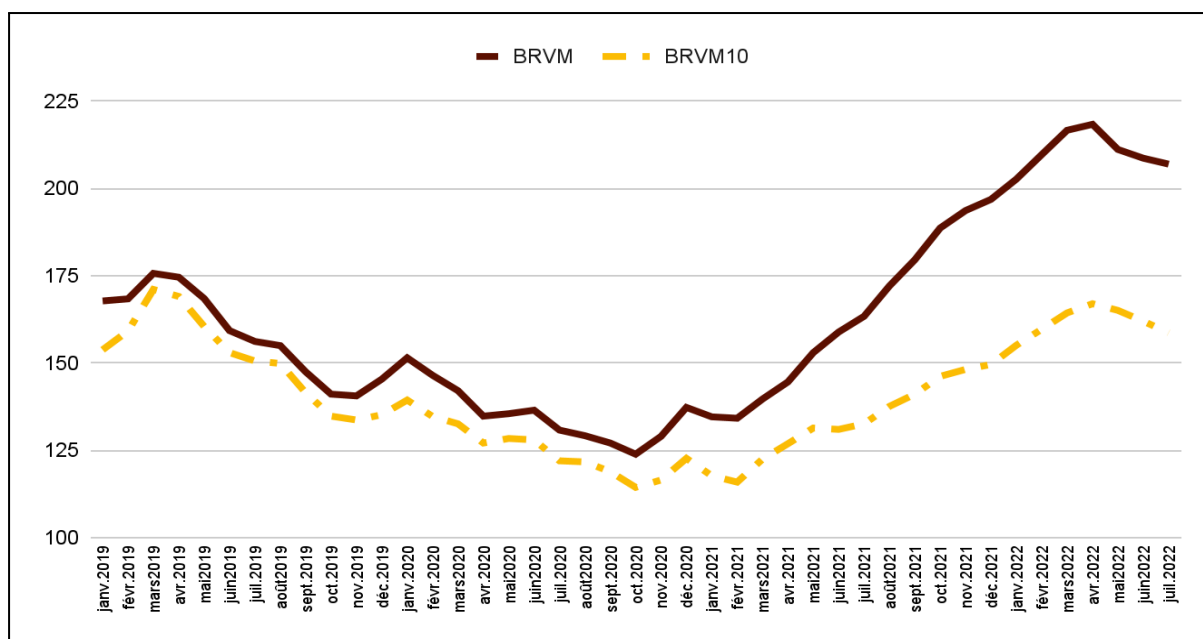
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

Les activités du marché boursier régional ont connu des évolutions à la baisse au début du mois de juillet 2022. De même, les États ont levé moins de ressources en juin 2022, par rapport au mois précédent, sur le marché des titres de dette publique.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité du marché ont affiché des évolutions à la baisse. L'indice global, le BRVM Composite, a enregistré un repli de 0,8% à la date du 21 juillet 2022 par rapport à sa valeur moyenne du mois de juin 2022 où il a présenté une régression de 1,2% pour s'établir à 207,0 points. De même, l'indice des dix valeurs les plus actives, le BRVM 10, s'est dégradé de 2,1% sur la même période à 158,7 points, après une baisse de 1,9% en juin 2022. En glissement annuel, les indices BRVM composite et l'indice BRVM 10 se sont renforcés respectivement de 31,4% et 23,7% par rapport à juin 2021.

Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)

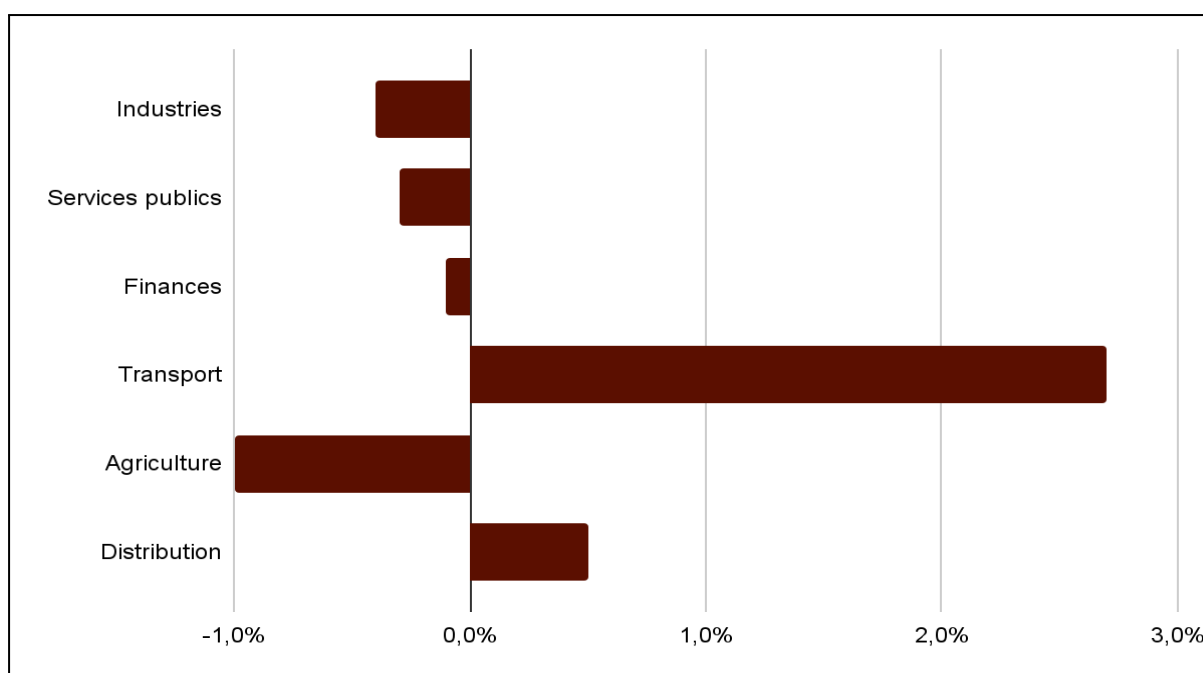


Source : BRVM

dernières observations le 15 juillet 2022

La capitalisation boursière totale s'est consolidée de 1,7% pour se chiffrer à 14.250,1 milliards à la date du 21 juillet 2022 par rapport à sa valeur de fin juin 2022. Cette orientation baissière a été imprimée par les accroissements des indices des branches « Transport » : +2,7% et « Distribution » : +0,5%. En revanche, les branches « Agriculture » : -1,0%, « Industrie » : -0,4%, « Services Publics » : -0,3% et « Finance » : -0,1% ont enregistré une augmentation. En glissement annuel, la capitalisation boursière s'est accrue de 22,5% en juin 2022 comparée à la même période de l'année précédente.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en mai 2022



Source : BRVM

dernières observations le 15 juillet 2022

4.2. Marché des titres de la dette publique

Au cours du mois de juin 2022, les opérations sur le marché des titres de la dette publique se sont soldées par un repli du montant global des émissions et une baisse des taux d'intérêt, par rapport au mois précédent et à celui de juin 2021. Au terme de la période sous revue, le montant global des ressources mobilisées par les Etats membres de l'Union s'est établi à 397,9 milliards, dont 105,9 milliards de bons (26,6% du total) et 292,0 milliards d'obligations (73,4% du total). Les Bons de Soutien et de Résilience (BSR) émis sont ressortis à 11,3 milliards et les Obligations de Relance (OdR) à 292,0 milliards, soit la totalité des ressources levées sur le compartiment des obligations.

Le montant global de ressources mobilisées est en baisse de 16,1 milliards par rapport au mois de mai 2022. Cette évolution s'explique notamment par la diminution des émissions de bons du Trésor de 74,5 milliards, atténuée par l'accroissement de 58,4 milliards de celles des obligations. De même, le volume des émissions, en juin 2022, ressort en recul de 153,0 milliards par rapport au mois de juin 2021, en liaison avec la baisse des émissions de bons (-23,5%) et d'obligations (-29,2%).

Le taux de couverture³ des émissions de titres publics s'est établi, en moyenne, à 153,9% en juin 2022, contre 133,3% un mois plutôt et 244,2% un an auparavant.

Tableau 10 : Ressources mobilisées par les Etats en juin 2022 (en milliards)

(Montants en milliards)

	juin 2021	2022		Variation		Variation (%)	
		mai	juin	mensuelle	annuelle	mensuelle	annuelle
Bons	138,4	180,4	105,9	-74,5	-32,5	-41,3	-23,5
Obligations	412,5	233,6	292,0	58,4	-120,5	25,0	-29,2
Total	550,9	414,0	397,9	-16,1	-153,0	-3,9	-27,8

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Les taux d'intérêt ont enregistré des évolutions à la baisse d'un mois à l'autre sur les compartiments des bons et des obligations du Trésor. Le taux d'intérêt moyen pondéré⁴ des bons s'est établi à 2,71% en juin 2022, en baisse de 3 points de base (pdb) par rapport au mois précédent. De même, le rendement moyen⁵ sur les obligations a régressé de 25 pdb par rapport au mois précédent pour se situer à 5,25%. La baisse du coût de mobilisation des ressources en juin 2022 s'explique, entre autres, par une maturité moyenne plus faible des titres émis au cours du mois par rapport au mois précédent et à celle de juin 2021.

Par rapport au mois de mai 2021, les conditions de mobilisation de ressources par les Etats (taux) se sont détendues à la fois sur les compartiments des bons et des obligations du Trésor, par rapport au mois de juin 2021. En glissement annuel, le taux moyen pondéré sur les bons du Trésor affiche un repli de 43 pdb et le rendement moyen pondéré des obligations un recul de 44 pdb.

³ Le taux de couverture est défini comme le rapport du montant des souscriptions au montant sollicité lors du lancement des émissions.

⁴ Le taux moyen pondéré correspond au taux moyen sur les soumissions pondéré des montants retenus.

⁵ Le taux de rendement moyen correspond au taux de rentabilité actuariel obtenu en gardant l'obligation jusqu'à l'échéance.

Tableau 11 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les Etats en juin 2022*(En pourcentage)*

	juin 2021	2022		Variation	
		mai	juin	mensuelle	annuelle
Bons	3,14	2,74	2,71	-0,03	-0,43
Obligations	5,69	5,50	5,25	-0,25	-0,44

Sources : UMOA-Titres, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Sur les troisième et quatrième trimestres 2022, la progression de l'activité économique se poursuivrait dans l'Union, en lien avec l'exécution des plans de relance. Les performances des économies de l'UEMOA seraient tirées par la bonne tenue des services et de l'industrie manufacturière. Ces perspectives demeurent encore entourées de risques baissiers, notamment les incertitudes relatives à l'évolution de la crise sanitaire, l'environnement sécuritaire et socio-politique difficile et la hausse du coût de production.

5.1. Croissance

Pour les prochains mois, les économies de l'Union poursuivraient la reprise entamée depuis le mois de juin 2020. Cette dynamique serait tirée par la hausse attendue des demandes intérieure et extérieure, du fait de l'amélioration continue dans certains secteurs d'activités (transport, tourisme, hôtellerie, BTP, etc.). Toutefois, la hausse continue du coût de production pourrait induire un effet modérateur.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture menée par la BCEAO, l'activité économique serait bien orientée dans l'ensemble des secteurs. Les chefs d'entreprise interrogés anticipent de meilleures performances. L'accélération serait notée au niveau des branches commerciales, des industries manufacturière et extractive, ainsi que des services marchands et financiers.

Selon les prévisions effectuées par la BCEAO, l'activité économique, en variation annuelle, maintiendrait sa tendance haussière aux troisième et quatrième trimestres 2022 (+5,2% et 5,6% respectivement), après une réalisation de +5,4% et +5,6% les deuxième et premier trimestres 2022. Les performances économiques des pays de l'UEMOA seraient tirées par la bonne tenue des services et des activités de commerce.

Tableau 12 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA (%)

	Réalizations				Estimation	Prévisions	
	2T2021	3T2021	4T2021	1T2022		2T2022	3T2022
Secteur primaire	1,3	0,4	0,3	0,3	1,0	0,4	0,4
Agriculture vivrière	0,7	0,3	-0,2	0,1	0,5	0,3	0,3
Agriculture de rente (ou exportation)	3,5	0,3	0,9	0,4	2,6	0,3	0,3
Sylviculture							
Pêche	1,0	1,7	3,5	0,3	0,7	1,5	1,6
Secteur secondaire	10,0	8,0	6,5	9,4	7,4	7,2	7,7
Activités extractives	13,1	9,2	6,9	15,0	9,7	8,2	8,9
Industries manufacturières	8,0	5,7	4,0	5,7	5,9	5,1	5,5
Production et dist. Électricité, gaz et eau	1,0	-0,1	-1,7	3,2	0,7	-0,1	-0,1
BTP	14,3	13,9	13,5	14,3	10,6	12,5	13,4
Secteur tertiaire	9,2	7,2	7,4	6,3	6,8	6,5	7,0
Commerce	12,5	8,5	9,6	5,7	9,2	7,6	8,2
Transports, postes et communications	13,8	11,8	10,5	11,1	10,2	10,6	11,4
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	7,3	5,3	5,7	5,2	5,4	4,8	5,1
Services non marchands	3,7	3,9	4,4	4,6	2,7	3,5	3,8
Impôts et taxes	5,4	6,8	7,7	5,3	4,0	6,1	6,6
Produit Intérieur Brut	7,3	5,8	5,7	5,6	5,4	5,2	5,6

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les conditions financières et monétaires porteraient l'empreinte de la décision du Comité de politique monétaire du 1^{er} juin 2022, de relever de 25 points de base les taux directeurs de la BCEAO, afin de favoriser le retour progressif de l'inflation dans la zone cible, condition indispensable pour une croissance économique saine et inclusive. Depuis le 16 juin 2022, date d'entrée en vigueur de la hausse de 25 points de base du taux directeur de la BCEAO, le taux moyen pondéré des transactions sur le marché interbancaire s'est accru de 32,8 points de base au 11 juillet 2022.

Dans ces conditions, les estimations, sur la base des données à fin mai 2022, situent la masse monétaire de l'Union à 43.200,0 milliards en juin 2022 contre une réalisation de 38.360,2 milliards un an plus tôt. La hausse de 4.839,7 milliards ou +12,6%, qui en résulterait, serait imputable à la progression de 7.392,9 milliards ou +19,0% des créances intérieures et au recul des AEN de 1.892,6 milliards.

En particulier, l'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+4.462,1 milliards ou +32,9%) et à celle des créances sur l'économie (+2.930,8 milliards ou +11,5%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, l'accroissement, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin juin 2022 par la hausse des dépôts (+3.887,3 milliards ou 13,1%) et de la circulation fiduciaire (+952,5 milliards ou 10,9%).

5.3. Inflation

Les informations disponibles font état d'une décélération du rythme de progression de l'inflation, en glissement annuel, à 7,4% en juillet et 7,0% en août 2022. Le maintien des tensions

inflationnistes à un niveau élevé s'expliquerait par les répercussions attendues de la hausse des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires, ainsi que l'impact de la période de soudure dans les pays sahéliers. Toutefois, les tensions inflationnistes devraient être atténuées par les mesures d'urgence prises par les Etats pour lutter contre le phénomène de la vie chère, ainsi que les interventions attendues au titre des Plans Nationaux de Réponse (PNR) convenus entre les Etats et leurs partenaires⁶. Ces tensions pourraient être également atténuées par la poursuite de la décélération du coût de fret, dans le sillage de la tendance amorcée depuis janvier 2022 (-127,4 points de pourcentage entre janvier et juin 2022), ainsi que l'arrivée des premières récoltes de la campagne agricole 2022/2023.

Tableau 13 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)

Fonctions	Réalisations					Estimation	Prévision	
	déc. 18	déc. 19	déc. 20	nov. 21	déc. 21	juin 22	juil. 22	août 22
Produits alimentaires et boissons	0,0	-0,5	1,8	3,8	4,7	5,7	5,6	5,3
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Habillement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Logement	0,3	0,2	-0,1	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
Ameublement	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Santé	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Transport	0,3	0,1	0,0	0,1	0,2	0,5	0,5	0,5
Communication	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Enseignement	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Autres biens	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	1,1	-0,5	2,2	4,9	6,0	7,5	7,4	7,0

Sources : INS, BCEAO



⁶ Sur un budget prévisionnel de 549,01 milliards de FCFA pour le Burkina, le Niger et le Sénégal, 307,82 milliards de FCFA ont déjà été mobilisés, soit 56% du total.

ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	mai	mai	avril	mai (*)	avril	mai (*)
PRODUITS DE L'ALIMENTATION	-2,1	-0,7	-1,1	0,0	-0,6	0,2
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	0,9	-0,1	-0,4	0,3	-0,6	-0,2
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	0,0	-0,3	-0,1	0,3	-0,1	0,5
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-2,9	-0,4	-0,6	-0,6	0,2	-0,1
EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	0,1	0,9	0,1	-0,1	0,6	-0,5
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,1	0,9	0,1	-0,1	0,6	-0,5
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EQUIPEMENT DU LOGEMENT	-1,3	-0,2	0,1	0,0	0,4	0,7
Ameublement, équipements et produits ménagers	0,0	0,1	0,0	-0,1	0,3	0,1
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	-1,3	-0,3	0,0	0,1	0,2	0,6
AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIÈCES DÉTACHÉES	-0,3	-0,5	0,1	0,8	0,5	2,0
Véhicules automobiles neufs	0,0	-0,2	0,4	1,1	0,5	1,9
Véhicules automobiles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Motocycles neufs	-0,3	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2
Motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	0,2	-0,4	-0,1	-0,1	0,0	0,3
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
PRODUITS PÉTROLIERS	-1,2	-1,7	0,6	1,3	7,4	10,8
Produits pétroliers	-1,2	-1,7	0,6	1,3	7,4	10,8
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMÉTIQUES	-0,9	-0,1	-0,7	0,2	-0,3	0,0
Produits pharmaceutiques et médicaux	-0,9	-0,2	-0,8	0,3	-0,4	0,0
Parfumerie et produits de beauté	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,1	0,0
PRODUITS DIVERS	0,6	-0,3	0,3	-0,3	0,7	0,8
Machines de bureau et matériel et informatique	0,3	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,1
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0,3	-0,2	0,1	-0,1	0,0	0,1
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2
Autres produits	0,0	-0,2	0,3	-0,4	0,6	0,3
INDICE GLOBAL	-5,0	-2,7	-0,7	1,9	8,7	13,9

Source : BCEAO (*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	mai	mai	avril	mai (*)	avril	mai (*)
PRODUCTION DES ACTIVITÉS EXTRACTIVES	-1,7	-0,5	-0,4	0,5	-1,9	-0,9
Pétrole brut et gaz naturel	-0,9	0,4	1,3	-0,2	0,7	0,1
Minerais d'uranium et de thorium	-0,2	-0,8	-0,5	0,1	-1,0	-0,1
Minerais métalliques	-0,5	0,0	-1,0	0,7	-1,1	-0,5
Autres minerais	-0,2	-0,1	-0,2	-0,1	-0,4	-0,5
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	-2,0	-4,9	3,8	-3,9	4,9	6,1
Produits alimentaires et de boissons	1,1	-0,8	4,7	-3,2	4,2	1,8
Produits à base de tabac	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Textiles	-1,1	-1,9	-0,8	-1,8	0,2	0,3
Articles d'habillement	-0,9	0,0	-2,2	2,0	0,0	2,1
Cuirs; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	-0,1	-1,0	0,6	0,2	-0,6	0,6
Papier, carton et articles en papier et en carton	-0,3	0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,2
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0
Produits pétroliers raffinés	0,0	-0,3	1,0	-0,2	-0,1	0,1
Produits chimiques	0,0	-0,2	1,1	-0,1	0,3	0,4
Caoutchouc et matières plastiques	-0,1	-0,5	0,4	0,1	0,1	0,7
Autres produits minéraux non métalliques	-0,3	-0,3	-0,2	-0,9	1,1	0,4
Produits métallurgiques de base	0,0	-0,2	-0,2	0,1	-0,7	-0,3
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	0,2	0,2	-0,3	-0,2	0,9	0,6
Machines et matériel n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2
Machines et appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres matériels de transport	0,0	0,0	-0,2	0,0	-0,1	-0,1
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1
Produits de récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ ET D'EAU	0,1	-0,1	0,7	0,2	0,3	0,6
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	0,1	-0,2	0,6	0,2	0,2	0,5
Eau	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Indice Général	-3,6	-5,5	4,2	-3,2	3,4	5,8

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST